Projet d'appui à la définition et la mise en place des mesures pertinentes et durables en réponse aux effets de la COVID-19 dans le secteur de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC)

Rapport de l'atelier pôle, Garoua, du 05 au 07 avril 2021

Présenté par Dr Aliou Ibrahima, Secrétaire Général

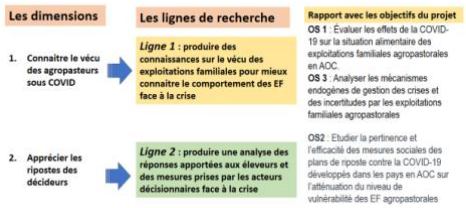
1. Introduction

Le Projet d'appui à la définition et la mise en place des mesures pertinentes et durables en réponse aux effets de la COVID-19 dans le secteur de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) est dans sa phase de mise en œuvre. Suite à l'atelier de cadrage de Ouagadougou, tenu du 27 mars au 06 février 2021, une note méthodologique a été élaborée. La démarche adoptée dans le cadre de cette note, prévoyait des interviews dans les pays pour identifier les actions d'accompagnement développées par les pays au niveau central, mais aussi au niveau déconcentré concernant l'atténuation de l'impact du COVID-19 sur les exploitations familiales agropastorales. Les interviews ont été ainsi réalisées au Cameroun, au Nigeria et au Tchad par les Responsables techniques Pays (RTP) pour ce qui concerne le Cameroun et le Tchad et par le Président de la Cellule Nationale de Coordination (CNC) pour le Nigeria. Au terme de ce travail, comme prévu par la note méthodologique, un atelier de restitution pour le pôle Est de l'APESS a été organisé à Garoua pour les membres de ces trois pays. Cet atelier a servi de cadre pour la restitution de ce travail et pour recueillir les avis et commentaires des membres participants à l'atelier conduits par leur président de CNC.

L'atelier s'est tenu au Centre APESS de Garoua du 05 au 07 avril 2021. Les participants venus du Cameroun, du Nigeria et du Tchad étaient au nombre de 31 au total. Selon les directives du Secrétariat Exécutif de l'APESS, les délégations étaient composées de trois membres des bureaux de région APESS (région dans lesquelles le travail prévu des bilans simplifiés va avoir lieu) et de cinq membres des CNC. En plus de ces différents participants, il y avait la participation du deuxième vice-présent de l'APESS, du Secrétaire Général et des deux RTP (Cameroun et Tchad). L'atelier a été présidé par le deuxième vice-président de l'APESS et animé par le Secrétaire Général.

Cette activité se situe dans le cadre de la ligne de recherche 2 (voir ci-contre) se rapportant à l'objectif spécifique 2 du projet. Ce rapport récapitule les principaux résultats de ce travail réalisé au niveau des trois pays et les commentaires des participants.

Aperçu de notre travail pendant cet atelier



2. Objectif et livrable de l'atelier

L'objectif de cet atelier pôle, à l'instar des autres pôles, est mentionné dans les termes de référence produits par le Secrétariat Exécutif. Il s'agit de "***produire à partir de la mutualisation des veilles nationales une appréciation par l'organisation des éleveurs de la pertinence des mesures de riposte par rapport au vécu des agro-pasteurs et de l'efficacité de leur mise en œuvre***".

D'une manière spécifique, Il s'agira de dégager de l'analyse des CNC les thèmes sensibles du point de vue des décideurs et du point de vue des éleveurs en mettant en évidence ceux qui sont communs pour tous les décideurs et pour tous les éleveurs, et ceux qui sont spécifiques à chaque pays.

Deux livrables étaient attendus de cet atelier. Il s'agit de :

1. *Production d'une note d'analyse des reposes apportées aux éleveurs par les décideurs et de l'analyse des éleveurs de la pertinence des mesures de riposte par rapport au vécu des agro-pasteurs et de l'efficacité de leur mise en œuvre ;*
2. *Les différentes fiches de collecte des informations fournies par le Responsables techniques pays (Cameroun, Nigeria et Tchad).*

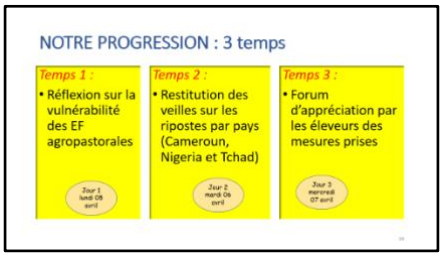
3. Le déroulement du travail

Les deux RTP du Cameroun et du Tchad ainsi que le président de la CNC du Nigeria ont, respectivement, séjourné à Yaoundé et à Ngaoundéré (Région d l'Adamaoua) pour le Cameroun, à Ndjamena et dans la Région de Mayo Kebi Est pour le Tchad et puis à Abuja et dans l'Etat de l'Adamawa pour le Nigeria. Si le RTP du Tchad a fourni la liste des personnalités rencontrées à Ndjamena ainsi que dans la Région de Mayo Kebi-Est avec leurs coordonnées, le RTP du Cameroun et le Président de la CNC du Nigeria n'ont mentionné que les Ministères te les organismes rencontrés sans fournir leurs coordonnées respectives.

Cela dit, l'atelier s'est déroulé de la façon suivante :

1. Un travail de mise au point des trois rapports ainsi que la présentation du plan de progression de l'atelier a eu lieu du 02 au 04 avril 20211 avec les trois interviewers et rapporteurs ;

2. L'atelier en lui-même s'est tenu du 05 au 07 avril 2021 en présence de tous les 31 participants. Suite à la séance d'ouverture présidée par le deuxième vice-président de l'APESS, le plan de progression de l'atelier a été présenté aux participants et adopté. Ce plan (voir ci-contre) prévoyait trois temps, chacun prenant une journée, à savoir :



   a. **La réflexion sur la vulnérabilité des exploitations familiales agropastorales** : une présentation PP a été élaborée et a servi de support aux discussions ;

   b. **La restitution des veilles sur les ripostes par pays** : cette partie a été faite sous forme des travaux de groupe par pays où chaque RTP pour le Cameroun et le Tchad ainsi que le Président de la CNC du Nigeria ont restitué le travail d'enquête qu'ils ont réalisés. Sur la base de cette présentation, les participants ont fait leurs commentaires ;

   c. **Le forum d'appréciation par les participants des mesures prises**. Cette partie s'est déroulée en plénière. Premièrement, chaque RTP et le Président de la CNC du Nigeria ont présenté le résultat de leurs travaux de groupe. Dans un deuxième temps, il s'en est suivi les discussions et les commentaires des participants sur ces présentations. Et puis, en dernière partie de la journée des échanges ont eu lieu sur la base des principales questions fournies par le Secrétariat Exécutif.

Dans la suite de ce rapport, nous présentons la synthèse des temps 2 et 3. Le rapport sur la restitution de l'étude du projet de Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) fera le point sur le temps 1 concernant la vulnérabilité des EF agropastorales.

4. La restitution des veilles sur les ripostes par pays

Sur le plan global, beaucoup d'actions ont eu lieu au Nigeria et elles ont touché, pour la plupart, les agropasteurs et les membres de l'APESS. Par contre les actions prévues par les décideurs au niveau du Tchad et du Cameroun, pour celles qui ont été effectivement mises en œuvre (très peu), les éleveurs disent soit n'en avoir pas bénéficié dans la majeure partie du temps soit ils ne sont même pas au courant de ces actions.

Nous allons présenter les actions ou mesures en comparant les trois pays en ce qui concerne ce qui a été prévu, d'une part et ce qui a été fait, d'autre part. Nous allons les présenter par domaines prioritaires (voir tableaux détaillés en annexes).

4.1 Présentation comparée des actions par pays

- **Grille d'évaluation pour la préparation et la conduite de la campagne 2020/2021 par les décideurs**

Domaines prioritaires	Variables	Réalisations par pays			Commentaires
		Cameroun	Nigeria	Tchad	
Protection sociale	1. Distribution de nourriture	Rien n'a été prévu ni fait. Au contraire les prix des vivres ont augmenté	**1. Ce qui a été prévu :** L'État d'Adamawa a prévu de distribuer 10,17 tonnes de céréales alimentaires (maïs, sorgho et millet) à 45 045 ménages de l'État. Le gouvernement fédéral du Nigeria, par l'intermédiaire du ministère des affaires humanitaires, de la gestion des catastrophes et du développement social (FMHADMSD), a prévu de distribuer une aide alimentaire et des transferts en espèces à 2,6 millions de ménages les plus pauvres et les plus vulnérables répartis dans les 36 États et le territoire de la capitale fédérale qui ont été enregistrés dans le registre social national. **2. Ce qui été effectivement fait :** Selon les responsables de la mise en œuvre, bien qu'elle n'ait pas atteint la quantité prévue, la distribution a été effectuée au bureau du gouvernement local et dans les centres de village à travers le pays, avec au moins 80 % des ménages prévus qui ont bénéficié de la distribution de nourriture et de produits alimentaires sans référence particulière aux agro-pasteurs, pour toutes les activités de la vie.	1. **Ce qui a été prévu :** Les ménages recevront un kit alimentaire qui est composé des céréales, des légumineuses, de l'huile, du sel et du sucre. Dans le but de couvrir les besoins des bénéficiaires, la quantité des vivres nécessaires est de 101 kg/mois /ménage, pour un coût de revient mensuel de 63 410 F CFA/ménage. **2. Ce qui été effectivement fait :** ✓ La modalité de mise en œuvre de l'opération est l'octroi de 48.000 CFA /ménage/mois ; ✓ Ce fonds a permis l'achat de certains condiments divers ; ✓ Des femmes recrutées pour préparer à manger et sont payées (réalisé à Fianga)	Le Nigeria se distingue par les actions prévues et effectivement mises en œuvre, touchant les agropasteurs.
	2. Vente à prix modérés	Rien n'a été prévu ni fait.	Cela ne faisait pas partie du plan COVID-19.	**1. Ce qui a été prévu** il est prévu la reconstitution du stock de l'Office National pour Sécurité Alimentaire(ONASA) à hauteur de 70 000 tonnes dont 50 000 tonnes de stock physique. **2. Ce qui a été fait** Pas mis à disposition mais dit-on qu'en cours de reconstitution	

	3. Transfert en espèce (Cash Transfer)	**1. Ce qui a été prévu** Pour 22000 ménages pauvres dont 16000 à l'Extrême Nord et 8000 au Nord L'Adamaoua n'a pas été concerné par cette prévision. **2. Ce qui a été fait** ✓ Choix des personnes de références de chaque ménage ; organisation des forums de pré-enregistrements et enregistrement. Remise de la carte de projet ou de bénéficiaire à la personne de référence en présence du chef de ménage. Une séance de communication et de sensibilisation ✓ Identification des familles de Ngaoundéré 1, 2 et 3)	**1. Ce qui a été prévu** Un transfert d'argent liquide d'un montant de 5 000 N par personne sera versé sur leur compte bancaire et, pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire, sera collecté physiquement dans les centres. Environ 50 000 ménages sont ciblés pour bénéficier de ce plan dans tout le pays. **2. Ce qui a été fait** Un transfert en espèces de 5 000 Naira a été remis aux ménages. L'un des critères utilisés pour sélectionner les personnes pauvres et vulnérables était de ne retenir que les personnes disposant d'un compte bancaire avec un faible flux de trésorerie et des numéros de téléphone qui ne rechargent pas de grosses sommes d'argent, ainsi qu'un faible taux d'achat de données dans leur téléphone. Les bénéficiaires prévus sont ceux qui disposent d'un compte bancaire et d'un BVN, tandis que l'argent liquide à collecter par ceux qui n'ont pas de compte bancaire, dont les agropasteurs, constituent un groupe important dans cette catégorie, a été mal pris en œuvre.	**1. Ce qui été prévu** La modalité de mise en œuvre de l'opération est l'octroi de 48.000 CFA /ménage/mois ou l'équivalent en bon d'achat mais au prorata du nombre de personnes qui compose le ménage. Là également, l'opération est prévue pour durer les 6 premiers mois 2. **Ce qui a été fait** Rien	
	4. Argent contre travail	**1. Ce qui a été prévu** Personnes vulnérables (120 000 FCFA) : ✓ Adamaoua 105 personnes touchées ✓ Nord 225 personnes touchées ✓ Est 074 personnes touchées **2. Ce qui a été fait** En attente de mise en œuvre	**1. Ce qui a été prévu** Emploi de 774 000 Nigérians dans le cadre du programme spécial de travaux publics pour atténuer les souffrances causées par la pandémie de COVID-19 dans le pays. 20 000 N par personne et par mois seront donnés et 1 000 personnes dans chaque gouvernement local bénéficieront de l'emploi des ménages pauvres non qualifiés. **2. Ce qui a été fait** Ce programme est mal mis en œuvre en raison de problèmes de sélection et de politisation. Les	Rien n'a été prévu, mais Des femmes recrutées pour préparer à manger et sont payées (dans le Département de Mont-Illi)	

			agro-pasteurs n'ont donc pas beaucoup profité de cette aide, qui s'est surtout retrouvée dans les villes.		
	5. Distribution de kits pour animaux	**1. Ce qui a été prévu** Distribution des géniteurs des animaux, (chèvres et moutons), à 6800 ménages (chaque ménage bénéficie d'un effectif moyen de dix (10) têtes de petits ruminants, d'un kit alimentaires constitué de tourteau de coton et de kits sanitaires (vermifuge et vitamines) **2. Ce qui a été fait** ✓ L'identification des besoins ou centres d'intérêt de chaque groupe ; ✓ La détermination de la capacité des groupes à mettre sur pieds et a gérer des activités génératrices de revenus (AGR) liées aux besoins ; ✓ La formation et le suivi des groupes bénéficiaires dans la réalisation effective des AGR ; ✓ L'octroi des animaux et intrants nécessaires aux bénéficiaires femmes appartenant aux groupes ou non et des appuis divers dans le cadre de la promotion des activités génératrices de revenus	**1. Ce qui a été prévu** Il était prévu de distribuer des kits d'animaux aux ménages vulnérables par le ministère fédéral de l'agriculture, département de l'élevage. **2. Ce qui a été fait** Ce plan a été partiellement mis en œuvre en raison du manque de représentation des pasteurs et de l'insuffisance des fonds débloqués. Mais pour réduire le taux de pauvreté post COVID-19 et aussi pour créer des emplois pour les agro-pasteurs. La FAO de l'Adamawa a distribué 3 chèvres et 1 bouc à 200 ménages.	Rien n'a été prévu ni fait.	
	6. Subvention pour l'eau et l'électricité	Aucune action, ni prévue ni réalisée.	**1. Ce qui a été prévu** Il était prévu de suspendre pendant trois mois l'augmentation proposée des tarifs de l'électricité par les sociétés de distribution d'électricité au Nigeria. **2. Ce qui a été fait** Ce plan a été entièrement mis en œuvre et les agropasteurs en ont bénéficié pour ceux	**1. Ce qui a été fait** ✓ Subvention eau pour 6 mois ✓ Subvention électricité pour 3 mois ;	

			qui sont dans les zones où l'eau et l'électricité sont distribuées.		
Évaluation de l'impact de la pandémie en fonction du calendrier agricole	7. Mise en place ou renforcement des systèmes de collecte et de diffusion des données	**1. Ce qui a été prévu** ✓ Enquêtes internes ; Appui conseil et accompagnement des organisations des producteurs et ; études réalisées par les programmes et projets du MINEPIA à l'instar du PRODEL, associées à un plan de riposte ✓ Formation des enquêteurs (chefs des stations) pour réaliser les enquêtes dans les EF, GIC, Coopératives, PME agricole sur les effets du COVID 19 dans la région de l'Adamaoua **2. Ce qui a été fait** ✓ Enquête menée dans le cadre harmonisé, analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des zones à risque dans le contexte COVID-19 ; ✓ Enquête réalisée sur fonds propre du MINADER et ✓ les outils smartphone sont testés et les enquêtes sont en cours	Aucune action, ni prévue ni réalisée.	**1. Ce qui a été prévu** Les effets des mesures édictées par le Gouvernement qui ont impacté négativement sur la vie sociale des personnes : ✓ Production déficitaire céréalière : 32000 T de déficit ✓ le calendrier agricole perturbé car difficultés d'aller aux champs à cause des mesures de restriction de mouvement **2. Ce qui a été fait** Rien	
Sécuriser les marchés intérieurs	8. Achats publics groupés auprès des producteurs	Aucune action, ni prévue ni réalisée.	**1. Ce qui a été prévu** Les emprunteurs d'ancrage, MAAN et NECAS, ont prévu d'acheter des céréales et d'autres produits agricoles aux producteurs au niveau des exploitations. 2. **Ce qui a été fait** Cette proposition de plan sur les achats groupés a été mise en œuvre, mais pas complètement	Aucune action, ni prévue ni réalisée.	
	9. Mise en place d'installations de	Existence de plusieurs entrepôts frigorifiques pour le stockage des stocks de sécurité	**1. Ce qui a été prévu** Les ministères de l'Agriculture de la Fédération et des États fédérés ont prévu de	Associations et groupements détiennent des magasins de stockage mais compte tenu du	

	stockage post-récolte	Construction des magasins des stockages et équipement solaire pour les Coopératives et GIC de production de la pomme de terre par la GIZ dans l'Adamaoua	soutenir les producteurs agro-alliés aux agriculteurs disposant d'installations de stockage. **2. Ce qui a été fait** Le plan a été partiellement mis en œuvre, mais en raison du manque de sécurité dans les installations de stockage. De nombreux produits agricoles et céréales ont été vandalisés pendant la pandémie de COVID-19	déficit de cette année, rien n'est fait	
	10. Promotion des TIC dans la facilitation des échanges	Dans le cadre du partenariat avec la GIZ, cette approche est vulgarisée. Par ailleurs le développement des réunions virtuelles pendant cette période est d'un apport considérable	**1. Ce qui a été prévu** La Nigerian Communication Commission prévoit d'améliorer l'utilisation des TIC par le biais d'adresses électroniques, de transferts de fonds pour faciliter l'achat de biens et de services en ligne grâce à un réseau amélioré. **2. Ce qui a été fait** Ce programme a été partiellement mis en œuvre, plus particulièrement par les grandes entreprises de vente de biens, de services et de bétail, mais dans les zones rurales où se trouvent les agro-pasteurs, ils ne disposent pas d'un réseau suffisant pour effectuer des transactions commerciales à domicile.	L'Etat n'a pas fait la promotion des TIC Les particuliers utilisent leurs téléphones et les réunions se font de manière virtuelle	
Facilitation du commerce intra-régional de produits alimentaires	11. Maintien de frontières ouvertes pour la libre circulation transfrontalière des denrées alimentaires depuis le début de la pandémie	Les frontières du Gabon, Guinée Equatoriale, Nigeria, Tchad et la RCA sont restées fermées à la circulation des personnes entre le 17 mars et le 1er juin 2021 Au tout début de la pandémie, il y a eu des restrictions gouvernementales qui ont par la suite été levées, y compris pour les denrées alimentaires de première nécessité et autres	**1. Ce qui a été prévu** Il y avait un plan pour permettre la libre circulation des denrées alimentaires à travers les frontières et d'autres services essentiels dans l'achat de nourriture. **2. Ce qui a été fait** Le plan a été partiellement mis en œuvre, notamment à certaines frontières où la sécurité est très stricte. Les camions transportant des denrées alimentaires et du bétail ont des difficultés à entrer et sortir des frontières en raison des multiples barrières fiscales.	Frontières fermées mais libre circulation des marchandises	
Protection de la chaîne d'approvisionnement en intrants des	12. Fourniture d'engrais	**1. Ce qui a été prévu** 12 tonnes d'engrais 15 tonnes d'urées 100 SACS d'urées	**1. Ce qui a été prévu**	**1. Ce qui a été prévu** Au total, il est prévu l'acquisition de 20 000 tonnes d'engrais NPK et Urée	

petits agriculteurs et des pasteurs		144 sacs engrais **2. Ce qui a été fait** En cours de distribution Appui aux producteurs pour les cultures à cycles courts	NPK (30 660 sacs de 50 kg chacun) 30,66 tonnes ont été planifiées pour l'État d'Adamawa par NECAS. **2. Ce qui a été fait** Ce programme est entièrement mis en œuvre par NECAS	**2. Ce qui a été fait** MPK.: 352,8 T UREE :323 T Ont été distribué dans la Province Mayo Kebbi Est	
	13. Matériel agricole	**1. Ce qui a été prévu** Par le MINADER 20 portes tout, 50 brouettes, 400 machettes, 400 houes, 400 pioches, 200 barres à mine, 200 dabas, 200 limes, 50 arrosoirs, **2. Ce qui a été fait** 20 portes tout, 50 brouettes, 400 machettes, 400 houes, 400 pioches, 200 barres à mine, 200 dabas, 200 limes, 50 arrosoirs ont été distribués par le MINADER	**1. Ce qui a été prévu** Les plans suivants ont été donnés aux éleveurs : ✓ Tracteurs avec herses et charrue (100) ✓ Pompes à eau (1 080 pièces) ✓ Pulvérisateurs à dos (5 640) **2. Ce qui a été fait** Ce plan est partiellement mis en œuvre car les équipements ont été complètement vandalisés par les hudlooms en raison du retard dans la distribution pendant la manifestation de la fin du SRAS.	L'Etat n'a rien prévu, mais l'ONG grand cœur a distribué aux femmes rurales des équipements agricoles (dans les départements de Mont ILLI et Mayo Boneye)	
	14. Alimentation du bétail	**1. Ce qui été prévu par le MINADER** 35 tonnes de tourteau de coton, 50 tonnes de son de maïs, 3 tonnes de blocs multi nutritionnel **2. Ce qui a été fait** En cours de distribution	**1. Ce qui a été prévu** 150 000 sacs (25 kg) d'aliments pour le bétail et 50 000 blocs de fuites minérales ont été achetés et distribués aux éleveurs dans les États par le département de l'élevage du ministère fédéral de l'agriculture à Abuja dans le cadre de l'aide COVID-19. **2. Ce qui a été fait** Ce programme a été mené à bien, tous les aliments pour bétail et les fuites de minéraux ont été distribués avec succès aux éleveurs directement, plus particulièrement dans les zones de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs de bétail.	**1. Ce qui a été prévu** il est prévu la mise en place de stock de 35.000 tonnes d'aliment bétail composé de tourteaux, de graines de coton et de son. Le stock sera vendu à prix subventionné afin d'assurer son renouvellement. **2. Ce qui a été fait** Réalisé par la FAO mais en petites quantité	
	15. Mise en place de micro-crédits à faible taux d'intérêt	RAS	**1. Ce qui a été prévu** **Montant minimum :** Un plan a été mis en place par le gouvernement fédéral du Nigeria, par l'intermédiaire de la CBN et de la fenêtre de la Nirsal Microfinance Bank,	**Prévu** : structures privés de l'Etat 6-12 mois, Taux d'intérêt 2 % **Mais non réalisé**	

			qui sera financée par un capital initial de départ de 12,5 milliards de dollars pour que les agro-pasteurs, par exemple les secteurs de l'engraissement des bovins, de la production laitière, de l'élevage et autres, puissent accéder au crédit au taux de 5 %. **Montant maximum :** Le montant minimum pourrait aller jusqu'à N500,000 comme aide Covid-19. **Taux d'intérêt** : 5% **Période de remboursement** : 3 ans **Autres conditions particulières** : Le plan pour le programme est seulement pour ceux qui ont un compte bancaire et un certificat d'entreprise dans le domaine du bétail et de l'agriculture, etc. **2. Ce qui a été fait** Ce programme est en cours, beaucoup en ont bénéficié dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture, etc.		
	16. Assurance agricole	RAS	**1. Ce qui a été prévu** Soutenir les agro-pasteurs par le biais de la Nigeria Agricultural Insurance Cooperation (NAIC). **2. Ce qui a été fait** La mise en œuvre est en cours	Ni prévu, ni fait	
	17. Produits vétérinaires	Des herbicides, insecticides et fongicides distribués aux EF, coopératives et PME agricoles	**1. Ce qui a été prévu** Glyphisate (20 440) Aflasate (70,000 Kg) **2. Ce qui a été fait** La mise en œuvre est en cours	**1. Ce qui a été prévu** Vaccination (PPCB : 10 000 000 ; PPR : 20 000 000 ; Charbons et Pasteurellose 5 000 000 doses) ; Vaccination New Castel et Variole Aviaire : 5 000 000 doses ; antiparasitaires **2. Ce qui a été fait** Moyens non mis à disposition	
	18. Conseil agricole	**En cours de réalisation dans la Région de l'Adamaoua** Par le canal usuel des services déconcentrés du MINEPIA ; à travers les programmes et projets du MINEPIA et à travers les	**1. Ce qui a été prévu** La vaccination contre la Plueuropneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) a été planifiée ainsi que d'autres formations vétérinaires. **2. Ce qui a été fait**	Encadrement technique, par les chaines nationales et communautaires	

		partenaires au développement comme la GIZ, CICR, Formation des semenciers de pomme de terre	Ce programme n'a été mis en œuvre que partiellement ; seul le programme de vaccination est en cours		
	19. Semences annoncées	**1. Ce qui a été prévu** Distribution de 1.029 tonnes de semences à la station de Wakwa (Région de l'Adamaoua) Aménagement d'environ 700 ha de parcours (dont 500 ha par le PRODEL et 200 ha par le projet OI/FAO portant sur la réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles pour les activités agropastorales ; entretien de 555 Ha de champs fourrager par la CDEN ; 2000 plants fruitiers 300 000 plants d'anacardes 50 tonnes de semences de maïs 3,5 tonnes de semences de riz pluvial ; 18000 boutures de manioc Bananiers plantain ; 1,5 t de Brachiaria, 0,75 t de Stylosanthes **2. Ce qui a été fait** Ce qui é été prévu a été réalisé	**1. Ce qui a été prévu** Les agro-pasteurs ont été regroupés en coopératives/clusters par la North East Commodity Association (NECAS). **2. Ce qui a été fait** La réalisation est en cours	**1. Ce qui a été prévu** Semences pluviales principalement le mil pénicillaire 18,7 tonnes, sorgho 19,5 tonnes, maïs 29,62 tonnes, riz 129,1 tonnes, berbéré 9,6 tonnes, blé 0,21 tonnes, arachide 645,23 tonnes, sésame 3,23 tonnes et niébé 29,15 tonnes. **2. Ce qui a été fait** 5000 sacs de : maïs, haricot, soja, arachide (département de Mont-Illi)	
Autres	20. Soutien aux propriétaires de petites entreprises et à leurs travailleurs	1500 poulets villageois ont été distribués aux coopératives par la GIZ avec l'accompagnement de la délégation région du MINADER	**1. Ce qui a été prévu** Il y avait un plan de fonds de survie pour les propriétaires de petites entreprises dans les industries agro- alimentaires telles que l'industrie laitière, l'aviculture et d'autres entreprises pour la survie des propriétaires et des travailleurs. Des colonies de bovins, des structures de collecte d'eau et des dispensaires ont été créés. 2. **Ce qui a été fait** N30,000 ont été payés aux travailleurs et N50,000 payés aux propriétaires d'entreprises comme soulagement à la pandémie Covid-9 fermeture des entreprises cadeau gratuit par le gouvernement fédéral.		
	21. Financement des Plans d'affaire pour les filières	**1. Ce qui é été prévu** Cofinancement des Plans d'affaire Accompagnement des promoteurs			

	les plus impactées (volailles, porc et lait)	158 tonnes de viande bovine **2. Ce qui a été fait** Processus démarré en fin d'année 2020 et en cours de mise en œuvre			
	22. Campagne de dépistage du COVID au sein des populations des éleveurs et renforcement des mesures barrières	**1. Ce qui est fait** Formation des agents du LANAVET pour le dépistage Mis à disposition des gels hydro alcoolique Sensibilisation des éleveurs sur les mesures barrières			
	23. Inscription des agriculteurs		**1. Ce qui a été prévu** Le ministère fédéral de l'agriculture prévoit, dans le cadre du programme de transformation de l'élevage, d'inscrire 10 millions d'agro-pasteurs au Nigeria au programme COVID-19. **2. Ce qui a été fait** La saisie des données biologiques des agropasteurs est en cours pour les matériaux et les fonds de l'aide COVID-19, après la saisie de la taille des exploitations et du nombre de têtes de bétail pour l'aide COVID-19, jusqu'à 5 millions sont déjà saisis.		
	24. Fonds d'investissement pour la jeunesse nigériane		**1. Ce qui a été prévu** Le Nigerian Youth Investment Fund (NYIF) vise à donner aux jeunes Nigérians, y compris aux agro-pasteurs, les moyens financiers de créer au moins 500 000 emplois entre 2020 et 2023, en réponse à l'effet COVID-19. **2. Ce qui a été fait** La mise en œuvre se poursuit pleinement		
	25. Capital d'amorçage		**1. Ce qui a été prévu** Le guichet de la Nirsal Microfinance Bank sera financé avec un capital initial de départ de 12,5 milliards de dollars prévu contre l'effet COVID-19 pour l'agriculture et l'élevage. **2. Ce qui a été fait**		

			La mise en œuvre est partiellement en cours		
	26. Activités Eligibles / entreprises		**1. Ce qui a été prévu** Le NYIF a prévu de soutenir les activités/entreprises éligibles sur les points suivants en réponse à l'effet de COVID-19 : Agriculture et chaîne de valeur connexe Économie verte et secteur des énergies renouvelables : ✓ Technologie/innovation ✓ Fabrication ✓ Hôtellerie/tourisme ✓ Construction ✓ Logistique et chaîne d'approvisionnement ✓ Chaîne de valeur des soins de santé ✓ Secteur créatif et ✓ Commerce et services **2. Ce qui a été fait** La mise en œuvre n'a pas encore commencé.	**1. Ce qui a été prévu** Le déstockage de 216 323 bovins de 200 kg permettra de produire 865 280 Kg de viande fraîche et 173 056 kg de viande séchée. Cette quantité de viande permettra d'assister plus de 57 000 énages. Il consiste pour l'Etat ou aux partenaires d'acheter les animaux faibles à un prix supérieur à celui du marché en temps de crise. Les animaux sont ensuite abattus et la viande transformée pour être aussi distribuée aux ménages vulnérables. **2. Ce qui a été fait** Action prévue mais pas réalisée car, moyens pas mis à disposition	
	27. Don de la fondation Grand cœur			Forages, châteaux d'eau, moulins à mil, décortiqueuses, petits matériels de jardinage et autres donnés par la fondation	

Au Nigeria

Outil 5 : 3 grilles d'évaluation par les décideurs des conditions de réussite du plan de réponse et des mesures d'appui

1. ÉVALUATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DES PLANS OU DES MESURES

Informateur : au niveau décentralisé		Date et lieu de l'entretien : 24 mars 2021 et État d'Adamawa, Yola
Critères d'évaluation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
1. **Nature du processus** Le ministère des Affaires humanitaires, de la Gestion des catastrophes et du Développement social, le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural, la Banque centrale du Nigeria (CBN), le forum des gouverneurs et les organisations agro-pastorales ont lancé le processus qui a été accepté et soumis au Conseil exécutif, puis délibéré par le Sénat et la Chambre des représentants. Le fonds a été approuvé pour les différents programmes d'aide afin d'atténuer les effets du COVID-19 dans les 36 États et le territoire de la capitale fédérale, Abuja. Le gouvernement de l'État d'Adamawa, le bureau de gestion des urgences de l'État et la coalition du secteur privé contre le COVID-19 ont formé un comité sur les actions à entreprendre en réponse aux effets du COVID-19 en 2020.	Le processus a été légiféré par les représentants de toutes les communautés du Nigeria, mais par la suite, les parties prenantes pertinentes du secteur agro- pastoral devraient constituer la base del'aide finale au secteur.	Il y a eu une implication partielle des agro-pasteurs mais à l'avenir nous recommandons une implication totale des agro-pasteurs dans le processus de formulation à travers leurs organisations pastorales (OP). Il n'y a pas eu decontribution des organisations d'éleveurs lors de la formulation des fusions, plus particulièrement en ce qui concerne les particularités et les problèmes.
2. Contribution effective des représentants des organisationsd'éleveurs à la formulation des mesures Les mesures et actions prises ont été acceptées par certaines organisations d'éleveurs qui ont été contactées pendant le processus de formulation. Mais d'autres n'ont pas été privilégiées dans le processus	Une plus grande implication des organisations d'éleveurs dans la formulation de mesures efficaces quisoutiendront les ménages agro-pastoraux en raison de leur particularité.	L'implication des organisations pastorales a été minimale. Par conséquent, toute formulation future en cas de crise, doit également impliquer les agropasteurs.

3. **Pertinence des mesures** Bonne	Certains agro-pasteurs ont bénéficié dusoutien de COVID-19, mais il faudraitfaire davantage pour les impliquer, car ils sont vulnérables et ont de nombreux défisà relever.	Leur sort doit être pris en considération dans tous les processus de réponse à l'atténuation de la crise, afin qu'ils puissent être pertinents.

4. **Mise en œuvre des mesures** Moyen	Certains agro-pasteurs n'ont pas bénéficiédu soutien de COVID-19 parce que les services vétérinaires, l'alimentationanimale et les facilités de crédit n'étaient pas adéquats en raison de l'absence denuméro de compte et de la difficulté à effectuer des relevés biométriques chezles agro-pasteurs.	Lors de l'élaboration du plan de mesures, les dirigeants des OP doivent être impliqués et un plan spécial doit être conçu pour les regrouper en groupes ou en zones (par exemple, la zone APESS) afin de faciliter la vérification de l'enregistrement bancaire et d'autres processus tels que la biométrie pour qu'ils puissentbénéficier de transferts d'argent, de crédits/de facilités, etc. et il doit être conforme aux principes de l'égalité des sexes au Nigeria.

2. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS OU MESURES

Informateur : au niveau décentralisé		**Date et lieu de l'entretien : 24 mars 2021 et État d'Adamawa, Yola.**
Critères d'évaluation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***.
5. **Accessibilité des mesures** L'inaccessibilité de l'accès au réseau routierdans certaines des zones rurales qui ont desterrains difficiles, il y a de l'insécurité dans denombreuses zones d'agro-pastoralisme.	Il est nécessaire d'atteindre les bénéficiaires au niveau de la base, car la plupart des personnes vulnérables n'ont peut-être même pas les moyensde transport pour venir chercher les articles qui leur sont attribués. Il convient donc de prendre davantage de mesures pour assurer la logistique de la mise en œuvre afin de les atteindre là où ilsse trouvent.	150 000 sacs de 25 kg et 50 000 sacs de sel à lécher ont été distribués aux organisations populaires dans les États touchés, jusqu'au niveau des bénéficiaires individuels dans les différentshameaux, ainsi que dans l'État d'Adamawa, où la vaccination a été effectuée dans les hameaux. 10 000 têtes de bétail pour chacun des 21 LGA de l'État d'Adamawa, en réponse au COVID-19 au Nigeria. Par conséquent, tout soutien destiné aux éleveurs doit passer par les OP pour permettre un accès correct aux bénéficiaires, en raison des particularités de leur logistique et de leur environnement.

6. **Ciblage des bénéficiaires** Dans le secteur agricole, le transfert d'argent, l'argent pour le travail et les données biologiques ont été utilisés dans le processus desélection. En ce qui concerne la distribution de nourriture, un comité a été mis en place auniveau de l'administration locale, dirigé par le président, pour la distribution de produitsalimentaires à chaque bénéficiaire en fonction du district ou de l'arrondissement.	Il est nécessaire de descendre dans les villages etles zones reculées et de cibler les personnes réellement vulnérables pour les aider. Cibler les plus pauvres parmi les pauvres dans les communautés agro-pastorales	La meilleure façon d'identifier les plus pauvresdes pauvres parmi les agro-pasteurs dans les communautés. La méthode du bilan simple (enquête H/H) pratiquée par l'APESS.
7. **S'installer au bon moment.** Les mesures doivent être mises en œuvre immédiatement lorsque le soutien estdisponible à temps pour éviter le vandalisme et la détérioration, plus particulièrement des produits alimentaires pour les kits humains et animaux et des produits chimiques agro-alliés.	Il est nécessaire de débloquer l'aide au bon moment pour soulager les ménages pauvres de lafaim et de la pauvreté, car le gouvernement retarde le processus en raison d'une bureaucratie inutile et peut faire l'objet de vandalisme, commece fut le cas au Nigeria lors des manifestations END SARS, de nombreux entrepôts où les articles étaient conservés ne sont pas distribués à temps et ont été vandalisés et pillés.	Les denrées alimentaires doivent être distribuées dès leur arrivée sans délai administratif, sinon elles peuvent être pillées, par exemple ENDSARS Protest.
8. **Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre** La mise en œuvre a été retardée en raison d'unebureaucratie inutile. Manque de logistique et interférence politiquedans le processus	i. Retard dans la distribution à différentsniveaux ii. Logistique, interférence politique etprocessus de sélection	8) Les défis observés par la CNC APESS Nigeriai Logistique ii Retard dans la distributioniii Interférence politique iv Mauvais processus de sélection

3. ÉVALUATION DES MESURES INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES ET LÉGALES POUR RÉUSSIR LA RÉPONSE CONTRE LE COVID :

Informateur : au niveau Central		**Date et lieu de l'entretien : 30 mars 2021 à Abuja.**
Critères d'évaluation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***

9. Nouveaux arrangements politiques Il y a eu un consensus et une réponse parmi les principaux acteurs qui ont critiqué le plan et la mise en œuvre du programme de réponse, plus particulièrement la société civile et les opposants politiques.	Il y avait beaucoup de points de vuedivergents, en particulier au début de la planification, mais la majorité des parties prenantes les ont acceptés par la suite.	Bien que les mesures de réponse aient été initialement critiquées par de nombreuses parties prenantes au Nigeria, en particulier les organisations de la société civile, elles se sont avérées bénéfiques par la suite.
10. **Nouvelles normes / règles éditées** Oui, il y avait une nouvelle règle sur la restrictiondes rassemblements publics à 20 personnes, mais elle a ensuite été modifiée à 50 personnes pour lesrassemblements publics. Le port de masques et l'utilisation de désinfectants pour les mains et le lavage des mains sont également obligatoires.	La nouvelle règle a été strictement respectée	Les marchés aux bestiaux, le commerce des produits laitiers, les mouvements transfrontaliers, les pratiques religieuses des congrégations et toutes les autres rencontres sociales ont étéfermés, mais se sont ensuite assouplis.
11. **Changements juridiques** Aucun		
12. Assouplissements juridiques Les pistes de pâturage du bétail ont été interdites dans un premier temps, mais l'interdiction a été suspendue peu de temps après.	Le bétail a ensuite été autorisé à paître	Il y aurait eu un assouplissement de certaines lois qui affectent les agro-pasteurs en raison de leur particularité (par exemple, la fermeture des routes du bétail).

4. L'UTILISATION D'INTERVIEWS PAR LA CNC POUR SON CONTRÔLE

Outil 6 : tableau récapitulatif des analyses par les décideurs des plans d'intervention selon les 5 domaines prioritaires

Domaines prioritaires	Variables (Types de mesures)	organisation qui a documenté la variabledans les entretiens	Informations fournies	Commentaire de la CNC
Protection sociale	1. Distribution de nourriture 2. Ventes à prix modérés 3. Transfert en espèces 4. Argent contre travail 5. Distribution de kits pour animaux 6. Subventions pour l'eau et l'électricité	Agence de gestion des urgences de l'État d'Adamawa, North East Commodity Association(NECAS), NIRSAL, ministère des Affaires humanitaires, ministère fédéral de l'Agriculture etdu Développement rural d'Abuja, RIFAN, MAAN, Direction nationale de l'emploi (NDE), Commission nationale des communications (NCC) et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Les denrées alimentaires ont été distribuées aux différents États par le ministère fédéral desaffaires humanitaires, de la gestion des catastrophes et du développement social dans les 36 États et le territoire de la capitale fédérale d'Abuja, puis, au niveau de l'État, elles ont étéréparties entre les différents gouvernements locaux par l'intermédiaire des présidents qui les ont ensuite distribuées dans les différents quartierset villages. Le transfert d'argent a été effectué par NIRSAL via un compte bancaire, des facilités de crédit ont été accordées par le biais de la biométrie, du BVN et d'un compte bancaire par NECAS MAAN et RIFAN, y compris des produits agrochimiques.	Bien que des denrées alimentaires aient été distribuées, les agro- pasteurs n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière, ce qui a entraîné un nombre très faible de bénéficiaires dans ce secteur. Par conséquent, à l'avenir, la méthode de sélection des bénéficiairesdevra tenir compte de la spécificitédes pasteurs.
impact de la pandémie selon le calendrier agricole	7. Mise en place ourenforcement des systèmesde collecte et de diffusion des données	Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural d'Abuja et ministère de l'agriculture et des ressources naturelles. État d'Adamawa	Les agro-pasteurs ont reçu un transfert d'argent surleur compte bancaire grâce à la biométrie, pour unmontant de 10 000 N par personne. La collecte des données a été effectuée de manièreà capturer au moins 5 millions d'agro-pasteurs sur les 10 millions ciblés.	Dans la base de données de la capture des agro-pasteurs qui esten cours pour capturer 10 millions de familles d'agro-pasteurs au Nigeria. Un effort devrait être fait pour impliquer les partiesprenantes du secteur de l'élevagedans une campagne forte afin que davantage de pasteurs soient capturés.

Sécuriser les marchésintérieurs	8. Achats publics groupés auprès des producteurs 9. Mise en place d'installations de stockage post-récolte 10. Promotion des TIC dans la facilitation des échanges	**Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles.** **État d'Adamawa**	NECAS et MAAN ont effectué des achats groupésdirectement auprès des agro-pasteurs par le biais de leurs groupements coopératifs.	Les pasteurs n'ont pas bénéficié de la sécurisation des marchésintérieurs. Par conséquent, le NECAS et le ministère de l'agriculture de l'État d'Adama etd'autres États du Nigeria devraient intégrer les produits de l'élevagedans leur programme, pour l'engraissement, la reproduction,etc.
Facilitationdu commerce intra-régional deproduits alimentaires	11. Maintien de frontières ouvertes pour la libre circulation transfrontalièredes denrées alimentairesdepuis le début de la pandémie	**Le ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural a surveillé les mouvementstransfrontaliers de denrées alimentaires avec les États frontaliers.**	La circulation transfrontalière de produits alimentaires était autorisée, mais à un niveau minimal.	La circulation aux frontières descéréales alimentaires et du bétaildevrait être assouplie, même dans les boader qui étaient fermés avant le COVID-19 au Nigeria.
Protection de la chaîne d'approvisionnement en intrants des petits agriculteurset des pasteurs	12. Fourniture d'engrais 13. Matériel agricole 14. Alimentation du bétail 15. Mise en place demicro-crédits à faible taux d'intérêt 16. Assurance agricole 17. Fourniture depesticides 18. Produits vétérinaires 19. Conseil agricole 20. Semences annoncées	**North East CommodityAssociation (NECAS) et Ministère de l'élevage et de la poduction.**	Il y a eu une distribution d'engrais aux agro-pasteurs à un taux d'intérêt très bas de 9%. Chaqueagro-pasteur a reçu 6 sacs d'engrais et 3 litres d'herbicides et de pesticides. Mise à disposition detracteurs pour labourer la ferme des bénéficiaires.	Plus d'intrants à prendre en comptedans le secteur pastoral tels que le bétail, les produits vétérinaires, les techniques d'élevage, les techniques d'engraissement enréponse à COVID-19. Produits, techniques d'élevage, techniquesd'engraissement en réponse à COVID-19.
AUTRES	21. Soutien aux propriétaires de petites entreprises et à leurs travailleurs	**Nirsal MicrofinanceBank/ CBN**	Il y avait un plan de fonds de survie pour les propriétaires de petites entreprises dans les industries agro-alimentaires telles que l'industrie laitière, la volaille et d'autres entreprises pour la survie des propriétaires et des travailleurs.	Les communautés pastorales n'ont pas bénéficié de ce programme, seul un nombre négligeable en abénéficié au Nigeria. Par conséquent, le système devrait être conçu pour que les pasteurs qui n'ont pas de certificat pour leurs troupeaux puissent bénéficier de ce programme au Nigeria.

AUTRES (suite)	22. Inscription des agriculteurs	**Association des produitsde base du Nord-Est (NECAS)**	Le ministère fédéral de l'agriculture prévoit, dans le cadre du programme de transformation de l'élevage, d'inscrire 10 millions d'agro-pasteurs au Nigeria au programme COVID-19.	Les communautés pastorales n'ont pas bénéficié de ce programme, seul un nombre négligeable en a bénéficié au Nigeria. Par conséquent, le système devrait êtreconçu pour que les pasteurs qui n'ont pas de certificat pour leurstroupeaux puissent bénéficier de ce programme au Nigeria.
	23. Fonds d'investissement pour la jeunesse nigériane	**Nirsal Microfinance Bank/CBN**	Le Nigerian Youth Investment Fund (NYIF) vise àdonner aux jeunes Nigérians, y compris aux agro- pasteurs, les moyens financiers de créer au moins 500 000 emplois entre 2020 et 2023, en réponse à l'effet COVID-19.	Le programme est souhaitable pour les jeunes mais les organisations pastorales doivent être en place pour bénéficier du projet.
	24. Capital d'amorçage		Le guichet de la Nirsal Microfinance Bank sera financé avec un capital initial de départ de 12,5 milliards de dollars prévu contre l'effet COVID-19 pour l'agriculture et l'élevage.	Le programme est souhaitable pour les jeunes mais les organisations pastorales doivent être en place pour bénéficier du projet.
	25. Activités éligibles/entreprises	**Nirsal MicrofinanceBank/ CBN**	Le NYIF a prévu de soutenir lesactivités/entreprises éligibles sur les points suivants en réponse à l'effet de COVID-19 : - Agriculture et chaîne de valeur connexe - Économie verte et secteur des énergies renouvelables - Technologie/innovation - Fabrication - Hôtellerie/tourisme - Construction - Logistique et chaîne d'approvisionnement - Chaîne de valeur des soins de santé - Secteur créatif et - Commerce et services	Le programme est souhaitable pour les jeunes mais les organisations pastorales doivent être en place pour bénéficier du projet.

Au Cameroun

Outil 5 : 3 grilles d'évaluation par les décideurs des conditions de réussite du plan de réponse et des mesures d'appui

1. ÉVALUATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DES PLANS OU DES MESURES

Informateur : non indiqué		**date et lieu entretien :** non indiquée
Critères d'appréciation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
1. **Nature du processus**	• Une concertation avec les acteurs a été conduite en janvier 2021 afin d'évaluer les effets de la COVID 19 et de la crise sécuritaire sur les différentes filières. • L'objectif est de contribuer au soutien à la résilience des exploitations familiales et les ménages du secteur de l'élevage afin de surmonter l'impact de la COVID et des crises qui ont été enregistrées au Cameroun. • Il ressort globalement que les acteurs de la filière ont été diversement impactés. La COVID-19 a touché essentiellement les filières courtes (aviculture et pisciculture) et la filière laitière du fait de l'interdiction des manifestations publiques, la fermeture des frontières, la restriction des déplacements. Les crises sécuritaires ont quant à elles impacté la base de production dans le secteur de l'élevage et entrainé plus d'un million de personnes déplacées. Les réponses apportées ont porté essentiellement sur les mesures sanitaires générales qui commencent à porter les fruits. • Il est question de rétablir la base de production à travers d'une part, le renforcement de la capacité de résilience des acteurs du sous-secteur élevage face au COVID-19 et d'autre part, l'amélioration de la résilience des ménages affectés par la crise sécuritaire du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce plan d'intervention post COVID 19 permettra au bout d'un an de mise en œuvre, de toucher plus de 50 000 ménages affectés par les crises et relancer les filières avicoles et porcines à travers une stratégie efficace et des partenaires de mise en œuvre.	• Concertation du BR qui a été conduit en février 2021 afin de lancer les activités de la région et aussi parler la crise. • En mars lors de la sortie des animaux embouchés les frontières ont été fermées. Ce qui a entrainé la chute des prix des animaux • La filière agricole aussi a été impactée par l'absence de la main d'œuvre. • La fermeture des frontières a créé la pénurie des produits tels que les présures qui entrent dans la production de fromage et fermeture des unités des productions. • Fermeture des points de vente des produits laitiers ; • Méventes de certains produits agricoles ; • Le confinement a causé la mésentente au sein des EF ; • Dans certaines zones les locateurs ne payent pas le loyer pour cause de COVID19 ; • Les prix ont chuté au niveau des marchés à bétail dans tous les Régions.
2. **Contribution effective des représentants des organisations d'éleveurs à la formulation des mesures**	• Accompagnement de certains producteurs ; Organisation de travail en ligne et en visio-conférence ; Développement de stratégie de transformation et de vente de produits de récolte sur place…	
3. **Pertinence des mesures**	• Respect de port de masques ; Limitation des importations de produits en faveur de l'utilisation et d'amélioration de marchés des produits locaux ; • Valorisation de la transformation locale des certains produits ; L'accessibilité de certains produits aux consommateurs…	

4. **Mise en œuvre des mesures**	Frein à certaines activités des OP (producteurs) ; Certaines producteurs ont chuté, perdu leur capital et sont endetté ; L'interdiction de regroupement à plus de 50 personnes a entrainé l'indisponibilité de certains intrants sur le marché…	

2. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS OU MESURES

Informateur : non indiqué		**Date et lieu entretien :** non indiqué
Critères d'appréciation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
5. **Accessibilité des mesures**		• A traves le diagnostic des EF par la méthode de bilans simplifiés • Les masques et le gel sont difficilement accessibles pour les éleveurs
6. **Ciblage des bénéficiaires**	Les différents Comités sont mis en place et chargé principalement • de sélectionner les villages bénéficiaires des actifs productifs par commune, • d'organiser les assemblées villageoises dans ces villages et de mettre en place les CLC. • Les CCC tiendront également des assemblées villageoises dans les autres villages aux fins de la mise en place des CLC. • Le fonctionnement des CCC et CLC porte uniquement sur les phases d'identification des villages et de sélection définitive des bénéficiaires. Ils sont dissouts d'office une fois ces phases achevées. Aussi et par souci de transparence, les Comités ne peuvent délibérer qu'à la présence de la majorité de leurs membres, la liste des présences faisant foi. La définition des critères de choix des villages et quartiers bénéficiaires des appuis du PRODEL est réalisée par les Comités Communaux de Ciblage (CCC)/ GTC. Ce sont donc des critères établis de manière participative. Parmi les critères de base,	

	on peut noter entre autres : • Village compatible avec les activités prévues dans le projet, notamment la filière des petits ruminants ; • Village avec forte présence des déplacés internes	
7. **Mise en place au bon moment**		
8. **Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre**	• Non-respect de port de masques par la plupart des agro éleveurs ; Non-respect de la distanciation physique ; Non-respect de l'hygiène de lavage de main et l'utilisation des gels hydro alcooliques ; Non-respect de regroupement à plus de 50 personnes… • Pourriture de certains produits de récolte (tomate, ananas…) en champ dû au manque de marché et à la fermeture des frontières ;	

3. APPRÉCIATION DE LA MESURES INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES ET LÉGALES POUR RÉUSSIR LA RIPOSTE CONTRE LA COVID :

<table>
<tr><th colspan="2">Informateur : non indiqué</th><th>date et lieu entretien : non indiqué</th></tr>
<tr><th>Critères d'appréciation</th><th>Appréciation de l'acteur</th><th>Appréciation de la CNC</th></tr>
<tr><td>9. Nouveaux arrangements politiques</td><td>Le Comité a permis d'offrir une synergie entre les réseaux d'OP et OSC et de fournir à leurs membres des informations et des services ;
✓ Accompagner les producteurs à travers les conseils et sensibilisation par les annonces par presse écrite, poste nationale, les radios communautaires, les sensibilisations aux marchés périodiques, afin que les producteurs ne se découragent pas face aux impacts du COVID-19 ; de maintenir leurs activités et leurs moyens d'existence ;
✓ Informer le Gouvernement et les institutions sur les défis auxquels sont confrontés les Exploitations Familiales Agropastorales et les communautés de base
✓ Facilite le dialogue multi-acteurs pour la construction de solutions appropriées de lutte contre les crises sanitaires et de développement de l'Agriculture ;
✓ Cette pandémie a permis aux OP et OSC de travailler à distance et en visio-conférence ;
✓ Elle a sensibilisé et a montré à l'Etat la valorisation de la transformation des produits locaux ;
✓ Elle nous a montré l'importance de la concertation entre les acteurs du développement rural en temps de crise touchant les activités rurales</td><td rowspan="2">• Certains rencontres et forum d'échange entre les acteurs sont suspendus ou purement annulés par les organismes d'appui ;
• Fermetures des certains marchés à bétails ;
• Certains impôts et taxes sont suspendus ou assouplis par le gouvernement au début de la pandémie mais l'application sur le terrain n'a pas était effective
• Les lieux des cultes sont restés fermés pendant la période (Mosquées et champs des prières)
• La fermeture des frontières et la prescription des mesures barrières n'étaient pas en faveurs des producteurs ;</td></tr>
<tr><td>10. Nouvelles normes/règles éditées</td><td>✓ Les producteurs bradaient leurs produits à cause du manque de marché Les coûts des produits ont chuté sur les marchés locaux (surtout les animaux (bovins ovins), la tomate, ananas…) ;
✓ Pertes des productions dues à la fermeture des frontières et à l'absence de vol international ;
✓ Manque de certaines semences (alevins…) et intrants sur les marchés ;
✓ Les efforts et les accompagnements sont beaucoup plus orientés pour la lutte contre le Corona Virus et non pour le développement de la production agricole
✓ Faible accompagnement de l'Etat en faveur des producteurs victimes ou touchés par la crise du COVID 19</td></tr>
</table>

11.	**Changements intervenus au plan légal**	Sur le plan légal, l'Etat a instauré le couvre-feu, la fermeture des établissements scolaires et limiter les mouvements interurbains au début de la pandémie.	
12.	**Assouplissements au plan juridique**	Certains impôts et taxes sont suspendus ou assouplis par le gouvernement au début de la pandémie	

4. L'EXPLOITATION DES ENTRETIENS PAR LA CNC POUR SA VEILLE

Domaines prioritaires	Variables (Types de mesures)	Organisme ayant documenté la variable dans les entretiens	Informations apportées	Commentaire CNC
Protection sociale	1. Distribution des vivres 2. Ventes à prix modérés 3. *Cash transfer* 4. *Cash for work* 5. Distribution de Kits animaux 6. Subventions pour l'eau et l'électricité	**FAO** **MINEPIA**	• Pour la distribution de kits animaux le PRODEL à travers l'Unité de Coordination Régionale du Nord, de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord mettra à la disposition des ménages pauvres un package d'actifs productif constitué de 10 petits ruminants, d'aliment, d'intrant médicamenteux et de semences fourragères, des ressources humaines idoines dans l'amélioration de la résilience. • Pour le cash transfert, les interventions consistent au transfert monétaire ordinaire (20 000 FCFA tous les deux mois pendant 2 ans) ou au transfert d'urgence (30 000 FCFA tous les deux mois pendant 1 an). Les principaux partenaires sont le Crédit du Sahel et Express Union.	**Aucune de ces actions n'a touché les agropasteurs dans la région.**
Impact de la pandémie en fonction du calendrier agricole	7. Mise en place ou renforcement des systèmes de collecte et de diffusion des données	**MINADER/MINEPIA**	• Un Plan de riposte du MINEPIA est mis en place avec le concours des organisations des producteurs et les EF et les études sont réalisées par le PRODEL pour accompagner les plates-formes pour la réalisation de leur Plans d'affaire. • Formation des enquêteurs (chefs des stations) pour réaliser les enquêtes dans les EF, GIC, Coopératives, PME agricole sur les effets du COVID 19 dans la région de l'Adamaoua qui a été initie par le ministre sur fond propre.	**Cette action n'a pas les agropasteurs.** Ces derniers souhaitent cependant que, si cette action était mise en œuvre, les enquêteurs puissent toucher les EF dans toute la région
Sécurisation des marchés intérieurs	8. Achats publics groupés auprès des producteurs 9. Mise en place des installations de stockage après récolte 10. Promotion des TIC dans la facilitation des échanges commerciaux	**MINADER**	La GIZ avec l'accompagnent du MINADER a prévu construire des magasins stockage équipé des installations solaire pour les coopératives, et les GIC qui produisent la pomme de terre dans les communes partenaires	**Nous en avons entendu parler, mais la mise en œuvre n'a pas encore commencé. Au moment de cette mise en œuvre future, certains des membres vont être touchés.**
Facilitation du commerce intra-régional des produits alimentaire	11. Maintien de l'ouverture des frontières pour la libre circulation transfrontalière des denrées alimentaires depuis le début de la pandémie		Les frontières terrestres du Cameroun sont fermées, tous les mouvements des personnes sont suspendus, à l'exception de transport de marchandises et les produits courants de consommation.	La fermeture des frontières et la chute de Naira au Nigeria ont fait tomber les prix des animaux au Cameroun. Les agropasteurs ressentent cela dans leur vie quotidienne devenue difficile par ces faits.

Protection de la chaîne d'approvisionnement en intrants des petits agriculteurs et éleveurs	12. Fourniture d'engrais 13. Equipement agricole 14. Fourniture d'aliment bétail 15. Mise en place de micro-crédits à faible taux d'intérêt 16. Assurance agricole 17. Fourniture de pesticides 18. Produits vétérinaires 19. Conseil agricole 20. Semence annoncée	**MINADER**	L'appui aux petits producteurs en intrant agricole, semences de qualité produit phytosanitaire pour les cultures à cycle court comme le maïs, le mil et le sorgho est opérationnelle sur fond propre du ministère.	Cette action n'a pas encore touché le sagropasteurs.
AUTRES	(*selon l'informateur*) poulet villageois	**Délégation régionale du MINADER de l'Adamaoua**	La délégation régionale du MINADER de l'Adamaoua a mis à la disposition des exploitations familiales des sujets pour permettre aux EF touchées par la maladie de se relever, et aussi de ravitailler la ville de Ngaoundéré en poulets villageois.	Impliquer les agro éleveurs dans la formation et la distribution des poulets villageois pour appuyer les EF vulnérables

Au Tchad

Outil 5 : 3 grilles d'évaluation par les décideurs des conditions de réussite du plan de réponse et des mesures d'appui

1. ÉVALUATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DES PLANS OU DES MESURES

Informateur : Dr MBAINDINGATOLOUM FIDELE MOLELE email : fidelemolele@gmail.com, tel : 66246734 **Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (Direction Générale)**		**date et lieu entretien : *Ndjamena* 30/03/2021**
Critères d'appréciation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
13. **Nature du processus**	Dès l'annonce du 1er cas le 19 mars –mise en place du dispositif du personnel à la sortie et entrée avec la contribution des autorités traditionnelles à la sensibilisation ; - mise en place de la commission de riposte. L'avènement des mesures a été brusque, tout de même elles étaient acceptées au début et on sent de la lassitude après. Difficultés de démarrage. Le maintien des frontières fermées est difficile car pas de moyen de faire appliquer les mesures au début du processus. Sensibilisation au niveau des écoles, Eglises, Mosquées, marchés qui doivent rester fermés. Situation économique difficiles sur le monde rural	Depuis le 19 mars 2020 jusqu'aujourd'hui la situation sociale des éleveurs ne fait que s'empirer
14. **Contribution effective des représentants des organisations d'éleveurs à la formulation des mesures**	Impliquées à la mise en œuvre mais pas dans la formulation	Les organisations des éleveurs n'ont pas été impliquées à la formulation des mesures cependant, elles ont été impliquées dans la mise en œuvre des certaines mesures
15. **Pertinence des mesures**	Les mesures étaient bonnes mais sans mesures d'accompagnement ; Refus de la population à appliquer les mesures malgré la sensibilisation ; Insuffisance de moyen d'accompagnement.	Les mesures ont été bonnes
16. **Mise en œuvre des mesures**	Forte effectivité	moyenne

2 : APPRÉCIATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS OU MESURES

Informateur : Dr MBAINDINGATOLOUM FIDELE MOLELE email : fidelemolele@gmail.com, tel : 66246734 **Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (Direction Générale),**		**date et lieu entretien : *Ndjamena* 30/03/2021**
Critères d'appréciation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
17. **Accessibilité des mesures**	Tous les villages étaient sensibilisés par la formation des relais communautaires ; Les éleveurs étaient mobilisés mais certain n'ont pas pu être atteints Les mesures étaient accessibles mais les moyens d'exécution n'ont pas suffit	Oui les mesures étaient accessibles de bouche à oreille et par le canal des administrateurs
18. **Ciblage des bénéficiaires**	Les veuves cheffes de ménages, les handicapés, les personnes handicapées cheffes de ménages, les personnes âgées sans soutien, les malades chroniques, les veuves et les orphelins des martyrs tombés sur le champ d'honneur, les retraités et personnes âgées sans soutient, les prisonniers, les personnes sans ressource, les femmes divorcées avec des enfants à charge et les filles-mères, les veuves sans soutien.	Au moment de la pandémie tout le monde est considéré comme vulnérable, car pas de mouvements
19. **Mise en place au bon moment**	Les mesures tombées au début de la saison de pluie a rendu difficile leur acceptation	Les mesures étaient prises au bon moment mais leur acceptation était contre gré.
20. **Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre**	Les Moyens de mise en œuvre ont été insuffisants ; Mesures tombées en début de saison de pluie	✓ Restriction de mouvements ; ✓ La transhumance a été restreinte ; ✓ Campements des éleveurs difficiles d'accès

3 : APPRÉCIATION DE LA MESURES INSTITUTIONNELLES, JURIDIQUES ET LÉGALES POUR RÉUSSIR LA RIPOSTE CONTRE LA COVID :

Informateur : non indiqué		**date et lieu entretien : non indiqué**
Critères d'appréciation	**Appréciation de l'acteur**	***Appréciation de la CNC***
21. **Nouveaux arrangements politiques**	Au début de la crise, il y a eu de divergence ; Ministère de la Santé interpelé par l'assemblée, la cellule de crise a fait l'objet de critiques, dissoute et remplacée par le comité de gestion de crise dirigé par le PR et ensuite cédé au Ministre des Affaire Etrangère sous ce comité est la Coordination Nationale de Riposte Sanitaire (CNRS) dirigée par le Prof Choua Houchemi	Les structures ont effectivement existé, mais cependant, la sensibilisation a fait défaut
22. **Nouvelles normes/règles éditées**	Il y a eu un décret instituant l'état d'urgence sanitaire, arrêtés pour le couvre-feu, la CNRS a mis en place un protocole dans diverses domaines (mesures préventives, comportement post-mortem etc…)	**Mesures effectives;**
23. **Changements intervenus au plan légal**	Prorogation de l'état d'urgence sanitaire par une loi votée à l'assemblée Nationale	**Mesures effectives**
24. **Assouplissements au plan juridique**	A un moment le transport interurbain a été suspendu, le couvre-feu instauré et autres mesures. il y a eu assouplissements progressifs	**Mesures effectives**

4 : L'EXPLOITATION DES ENTRETIENS PAR LA CNC POUR SA VEILLE

Domaines prioritaires	Variables (Types de mesures)	organisme ayant documenté la variable dans les entretiens	Informations apportées	Commentaire CNC
Protection sociale	21.Distribution des vivres 22.Ventes à prix modérés *23.Cash transfer* *24.Cash for work* 25.Distribution de Kits animaux 26.Subventions pour l'eau et l'électricité	**Ministère de l'Elevage ; Province de Mayo-kebi Est, Départements de Mayo- Boney et de Mont-ILLI**	Identification des vulnérables (par chaque service : déconcentré), distribution des vivres en présence du Ministre de l'Elevage ; la quantité des vivres nécessaires est de 101 kg/mois /ménage, pour un coût de revient mensuel de 63 410 F CFA/ménage ; il faut reconstituer le stock de l'Office National pour Sécurité Alimentaire(ONASA) à hauteur de 70 000 tonnes ; La modalité de mise en œuvre de l'opération est l'octroi de 48.000 CFA /ménage/mois ; Subvention eau pour 6 mois Subvention électricité pour 3 mois ; Ce fonds a permis l'achat de certains condiments divers ; Des femmes recrutées pour préparer à manger et sont payées (réalisé à Fianga)	✓ Pas de distribution de vivres ; ✓ 19 mars 1er cas et début des mesures, rien n'a été distribué ; ✓ Electricité et eau gratuites pour les zones urbaines mais n'a pas profité au monde rural ✓ Pas de kits d'animaux distribués
impact de la pandémie en fonction du calendrier agricole	27.Mise en place ou renforcement des systèmes de collecte et de diffusion des données	**Départements de Mayo-Boney et de Mont-ILLI ; Délégation de l'Agriculture**	Les effets des mesures édictées par le Gouvernement qui ont impacté négativement sur la vie sociale des personnes. Production déficitaire céréalière : 32000 T de déficit le calendrier agricole Perturbé car difficile d'aller par rapport au restriction de mouvement	✓ Fermeture des marchés (lait invendu, animaux vendu à vile prix) ; ✓ Produits vétérinaires pas accessibles ; ✓ Pas entre-aide ; ✓ Encadrement éducatif des enfants a été difficile
Sécurisation des marchés intérieurs	28.Achats publics groupés auprès des producteurs 29.Mise en place des installations de stockage après récolte 30.Promotion des TIC dans la facilitation des échanges commerciaux	**Départements de Mayo-Boney et de Mont-ILLI et confirmé par tous**	Association et groupement détiennent des magasins de stockage mais compte tenu du déficit céréalier de cette année, rien n'est fait ; des magasins Pour les producteurs semenciers ; Pour les TIC, l'Etat n'a pas fait de la promotion mais Les particuliers utilisent leurs téléphones	✓ Achats publics groupés auprès des producteurs impossibles ; ✓ Association et groupement détiennent des magasins de stockage mais compte tenu du déficit céréalier de cette année, rien n'est fait ; ✓ Pas de promotion des TIC par l'Etat et non aussi par des particuliers, car les marchés sont fermés
Facilitation du commerce intra-régional des produits alimentaire	31.Maintien de l'ouverture des frontières pour la libre circulation transfrontalière des denrées alimentaires depuis le début de la pandémie	**Confirmé par tous**	Frontières fermées mais libre circulation des marchandises entre les différentes Provinces et Pays voisins	✓ Au début la circulation des marchandises a été impossible, mais c'est par après que la libre circulation a été effective ;

Protection de la chaîne d'approvisionnement en intrants des petits agriculteurs et éleveurs	32. Fourniture d'engrais 33. Equipement agricole 34. Fourniture d'aliment bétail 35. Mise en place de micro-crédits à faible taux d'intérêt 36. Assurance agricole 37. Fourniture de pesticides 38. Produits vétérinaires 39. Conseil agricole 40. Semence annoncée	**Ministère de l'Elevage (plan de riposte) ; Départements de Mayo-Boney et de Mont-lLLI ; Délégation Provinciale de l'Agriculture**	Au total, il est prévu l'acquisition de 20 000 tonnes d'engrais NPK et Urée ; ONG grand cœur a distribué aux femmes rurales des équipements agricoles ; il est prévu la mise en place de stock de 35.000 tonnes d'aliment bétail composé de tourteaux, de graines de coton et de son. Le stock sera vendu à prix subventionné afin d'assurer son renouvellement ; Vaccination (PPCB : 10 000 000 ; PPR : 20 000 000 ; Charbons et Pasteurellose 5 000 000 doses) ; Vaccination New Castel et Variole Aviaire : 5 000 000 doses ; antiparasitaires ; Par media en utilisant les chaines nationales et communautaires. Supervision des champs du semis jusqu'à la récolte ; Semences pluviales principalement le mil 18,7 tonnes, sorgho 19,5 tonnes, maïs 29,62 tonnes, riz 129,1 tonnes, berbéré 9,6 tonnes, blé 0,21 tonnes, arachide 645,23 tonnes, sésame 3,23 tonnes et niébé 29,15 tonnes ; de micro-crédits à taux d'intérêt 2% et 9-12 mois de délais de remboursement (octroyé par des privés) ;	✓ Pas d'engrais ; ✓ Conseil agricole pas effectif ; ✓ 4Kg/ménage de Semences a été distribués dans certaines localités ; ✓ Aucun produit vétérinaire n'a été donné ; ✓ Pas de pesticides ✓ micro-crédits pas accessible aux éleveurs mais cependant la disponibilité y est.
AUTRES	aucun			

5. Le forum d'appréciation par les participants des mesures prises

La dernière partie de l'atelier a été le débat sur les questions proposées par le Secrétariat Exécutif.

1. ***Quels ont été les processus mis en place dans le cadre de la formulation qui ont permis d'aboutir aux mesures de soutien en faveur des EF agropastorales ?***

   Aladji Hamadou Djongore (leader membre de la CNC Nigeria) : Le processus commence au niveau du Gouvernement Fédéral où chaque Etat est représenté. Et ensuite chaque Etat met en œuvre les mesures retenues pour les acteurs touchés. L'implication des organisations telle que MIYETTY AALLAH et APESS dans le processus est peu significative.

   Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : les agropasteurs ont bénéficié de beaucoup de mesures, même sans avoir été impliqués dans le processus de choix de ces mesures. Le processus est celui décrit par Alhadji Hamadou.

2. ***En quoi les représentants des organisations d'éleveurs ont-ils influencé les processus de formulation et les mesures qui en ont découlé ?***

   Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : dans les concertations au plus haut niveau on sollicite les organisations comme APESS et CORECT. Ces deux organisations ont participé au choix de certaines mesures en direction des agropasteurs.

   Soueymane Mahmat Leader membre de la CNC Tchad) : nous n'avons été impliqués ni dans la conception des mesures ni dans leur mise en œuvre de sorte à pouvoir influencer quoi que ce soit.

   Bakary Aboubakar (ancien Maire et leader du bureau de région APESS à Ngaoundal Cameroun) : non seulement les agropasteurs n'ont été impliqués dans la conception des mesures pour les influencer, mais nous n'avons même pas été au courant que de telles mesures existent.

   Abdoulaye Nana (Président CNC Cameroun) : les éleveurs sont même carrément exclus du système. Ils ne peuvent donc pas avoir une influence quelconque.

   Amadou Issa (dans le Mayo Kebi Tchad) : les éleveurs ne sont pas impliqués

3. ***Comment les organisations des éleveurs apprécient- elles les mesures prises et leur mise en œuvre ?***

   Adboualye (President BR Adamaoua Cameroun) : les mesures prises par les autorités n'ont pas touché les éleveurs.

   Mamoudou Serno (membre bureau de région Adamaoua Cameroun) : le manque d'implication des éleveurs et de leurs leaders a rendu les quelques mesures prises inefficaces.

   Inuwa Saidu (membre CNC Nigeria) : les appuis et les mesures sont insuffisants pour ce qui concerne le Nigeria, un si grand pays. Le Nigeria devait faire plus que cela. Mais il faut reconnaître que nous avons bénéficié, nous membres de l'APESS de plusieurs mesures. Seulement nous trouvons cela insuffisant pour le Nigeria.

   Bouba Adji (Tchad) : rien n'est fait. Il n'y a pas de mesure favorable aux éleveurs, et même celles qui sont prises sont contre eux.

   Soueymane Mahmat Leader membre de la CNC Tchad) : ce qui est fait sans toi est contre toi.

4. ***Pourquoi certaines mesures annoncées dans les plans de riposte n'ont-elles pas été mises en œuvre ?***

Bakary Aboubakar (ancien Maire et leader du bureau de région APESS à Ngaoundal Cameroun) : parce que les éleveurs ne sont pas impliqués.

Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : le gouvernement a décidé de distribuer les kits animaux mais ceux-ci n'ont pas été donnés aux bénéficiaires tel que nous l'aurions souhaité parce que au Nigeria le Directeur de la production animale est le seul à défendre les éleveurs, compte tenu du fait que la plupart des organisations d'éleveurs ne sont pas associées à la prise des meures et leur mise en œuvre. Mais il faut reconnaitre que beaucoup a été fait.

Mme Mairama Mamma (leader femme Cameroun) : le fait que les leveurs n'ont pas fait l'école, voilà pour quoi ils sont absents des processus.

Dr Souleymane (RTP Tchad) : les mesures ne sont pas mises en œuvre parce que les habitudes ont la peau dure. Il y a un comédien au Tchad qui dit : *"le confinement c'est comme la prison. On doit te donner à manger et à boire et te soigner, mais ce n'est que le discours".*

5. ***Pourquoi les mesures mises en œuvre n'ont-elles pas profité aux EF agropastorales ?***

Abdoulaye Nana (Président CNC Cameroun) : Les mesures ont plus profité aux agriculteurs qu'aux éleveurs parce que les éleveurs et leurs organisations ne sont pas associés dans le processus de décision pour pouvoir influencer et bénéficié des mesures.

Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : les éleveurs sont loin des endroits où se prennent les mesures et les lieux de mise en œuvre sont souvent loin d'eux.

Mamoudou Serno (membre bureau de région Adamaoua Cameroun) : là où se prennent les décisions les éleveurs ne sont pas concernés.

6. ***Quelles sont les mesures mises en œuvre et qui ont profité aux EF agropastorales ?***

Aminu Hayatu (membre CNC Nigeria) : le vaccin contre la PPR ainsi que d'autre produits vétérinaires ont touché plus de 10 000 éleveurs dans les 21 mairies de l'Adamawa.

Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : appui du Gouvernement pour le complément aliment bétail aux éleveurs. Pour la distribution ils ont fait appel aux organisations des éleveurs. Les décideurs connaissent les leaders qui sont impliqués et la distribution a été faite avec leur supervision : les éleveurs ont apprécié.

Dotty Djaouro (Tchad) : les vaccins sont distribués chez nos voisins les massa et pas chez nous.

Aboubakar Goni (Tchad) : ils ont distribué les vaccins, les médicaments pour traiter les animaux et les engrais. Ils ont aussi reçu le cash transferts dans les villes et non en brousse. Par conséquent, nous n'avons rien reçu.

7. ***En quoi consistent les dispositifs organisationnels mis en place dans le cadre de la mise en œuvre des plans de ripostes ?***

Dr Jalo Buba (Président CNC Nigeria) : il y a deux dispositifs au Nigéria, tout ce qui est de l'argent concerne la banque centrale. La BC a créé un dispositif de minor finance NIRSAL.

L'autre dispositif est logé au Ministère des affaires humanitaire et des services sociaux pour s'occuper de la distribution de vivres.

Ces deux dispositifs ont bien fonctionné.

6. Conclusion

"Ce projet CRDI est un bon projet. Nous en voulons des pareilles. Il faut dire aux partenaires de multiplier des projets du genre" a dit un des participants à l'atelier de Garoua. Nous voulons conclure notre rapport en commentant cette citation.

1. **Sur le plan de l'atelier en lui-même**

   Cet atelier a été bien imaginé, surtout dans le choix et le nombre des participants. Ces derniers ont bien participé aux débats de manière très détendus et intéressante. Cet atelier a permis aux membres de l'APESS de cette Région de se retrouver et d'échanger. Ce qui n'a pas eu lieu depuis un certain temps. Rien que cela est une réussite pour le projet CRDI.

2. **Sur le plan des mesures et de l'appréciation des participants**

   Nous avons vu que les mesures sont variables en fonction des pays et leur mise en œuvre également pour celles qui ont été effectivement mises en œuvre. Ainsi, **le Nigeria** vient largement en tête pour les mesures, pour la participation des organisations d'éleveurs au processus mais aussi dans la mise en œuvre effective. Et ces mesures ont atteint beaucoup d'éleveurs agropasteurs y compris les membres de l'APESS. Pour la plus part ; ces derniers ont apprécié. Par contre **au Cameroun** où les mesures sont faibles et la participation des éleveurs et de leurs organisations dans le processus ayant été également faible, les éleveurs disent n'en avoir pas bénéficié. Ceux qui en ont bénéficié, pour les faibles mesures prises sont les agriculteurs. Pour ce qui concerne **le Tchad**, un certain nombre de mesures ont été prévues, mais leur mise en œuvre a été très faible. L'appréciation des éleveurs, c'est qu'il n'y a pas eu de bénéfice pour eux et même certaines de ces mesures sont contre eux.

3. **Notre point de vu**

   Nous pouvons pousser l'analyse pour voir dans les plans de ripostes des pays, ce qui est prévu. Les mesures continuent à être prises. Il se peut que dans les mois à venir nous ayons une plus grande participation des éleveurs dans le processus de mises en œuvre de ces mesures à venir et ainsi améliorer leur implication et leur bénéfice. Les organisations des éleveurs comme APESS ne devraient pas attendre que les autorités les impliquent. Ils doivent eux-mêmes susciter cette implication pour orienter les mesures et leur mise en œuvre au profit de leurs membres et ce dans tous les trois pays où la tradition n'est pas à l'implication des agropasteurs dans les décisions, même si celles-ci sont soit disant à leur profit. Les recommandation à faire aux Etats au bout de ce projet doivent prendre en compte cet aspect des choses.